

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 15 Mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WINNCARE FRANCE (ex Pharmaouest)

ACTIPOLE 2 BP 12
35540 Miniac-Morvan

UD35/2025-160
Code AIOT : 0005514272

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement WINNCARE FRANCE (ex pharmaouest) implanté ACTIPOLE 2 BP 12 35540 MINAC-MORVAN. L'inspection a été annoncée le 16/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection vise principalement à contrôler :

- le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet d'Ille-et-Vilaine en date du 13/12/2024;
- le respect de quelques prescriptions réglementaires en lien avec la protection incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WINNCARE FRANCE (ex pharmaouest)
- ACTIPOLE 2 BP 12 35540 MINAC-MORVAN
- Code AIOT : 0005514272
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Winnicare France est un fabricant français de dispositifs médicaux, dans les supports d'aide à la prévention des escarres (matelas, lits, coussins spéciaux).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point

de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réseau Piézomètres	Arrêté ministériel du 11 septembre 2009, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis IV-b	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	IED	AP de Mise en Demeure du 13/12/2024, article 4	Astreinte, Amende	0 jour
7	Risque Incendie	AP Complémentaire du 23/07/2021, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
8	Risque Incendie	AP Complémentaire du 23/07/2021, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	AP de Mise en Demeure du 13/12/2024, article 1	Sans objet
2	Réseau Piézomètres	AP de Mise en Demeure du 13/12/2024, article 2	Sans objet
6	Niveaux Sonores	Arrêté Préfectoral du 23/07/2021, article 12	Sans objet
9	Rétention produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 01/08/2008, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/12/2024 sont presque toutes respectées, à l'exception de celle relative à la transmission à M. le Préfet du dossier de réexamen IED.

Ce dossier est important dans la vie de l'établissement puisqu'il permet de comparer la situation de l'outil de production avec les meilleurs techniques disponibles (MTD) identifiées et définies pour le secteur d'activité industriel concerné. Ce réexamen a pour double fonction de permettre d'analyser et de faire évoluer l'outil industriel en tenant compte des meilleures techniques, pratiques existantes et par conséquent de contribuer à la réduction des impacts environnementaux tout en permettant d'actualiser les dispositions réglementaires applicables.

L'exploitant nous a indiqué que ce dossier était en cours de finalisation par son bureau d'étude conseil, sans pour autant être en mesure de s'engager sur un délai court terme.

Par conséquent, le service d'inspection propose des sanctions administratives (astreinte financière journalière et amende) à la signature de M. le Préfet.

Concernant les moyens incendie, un échange avec la collectivité locale s'avère nécessaire pour s'assurer du remplissage, au plus vite, de la réserve incendie de la zone industrielle, rue de Mettras, quasiment vide le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : La société WINNCARE FRANCE, exploitant une installation de fabrication de pièces plastiques sise ZA Actipole sur la commune de Miniac-Morvan, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 181-47 du code de l'environnement en faisant la déclaration de changement d'exploitant auprès du préfet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a communiqué à M. le Préfet sa notification de changement d'exploitant le 09 octobre 2024. Le site n'étant pas concerné par l'obligation de constitution des garanties financières, M. le Préfet a délivré à l'exploitant le récépissé de sa déclaration en date du 28/02/2025. L'exploitant a ainsi régularisé la situation sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseau Piézomètres

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Prescription contrôlée : La société WINNCARE FRANCE, exploitant une installation de fabrication de pièces plastiques sise ZA Actipole sur la commune de Miniac-Morvan, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé en assurant la fermeture du capot des piézomètres installés sur son site dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Trois piézomètres sont présents sur le site. Ils ont été installés fin 2023. Suite à l'inspection de 2024, les 3 piézomètres ont été équipés d'un capot de fermeture boulonné. L'aménagement en place est conforme à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réseau Piézomètres

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Prescription contrôlée :

La société WINNCARE FRANCE, exploitant une installation de fabrication de pièces plastiques sise ZA Actipole sur la commune de Miniac-Morvan, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2009 susvisé en réfectionnant l'ensemble des piézomètres installés sur son site dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection de 2024, le massif béton autour de la tête des piézomètres était dégradé et n'était pas bombé vers l'extérieur pour éviter l'infiltration des eaux météoriques.

Les têtes des 3 piézomètres ont été aménagées dans les règles de l'art en novembre 2024 pour empêcher cette infiltration.

En cela, l'exploitant a répondu favorablement à la prescription de mise en demeure.

Pour autant, la tête du piézomètre PZ2, situé sur la voie de circulation poids-lourd périphérique, est déjà dégradée, quelques mois après sa réfection.

L'aménagement doit donc être repris, de préférence par l'installation d'une solution technique plus pérenne que la collerette béton actuellement en place.

Par ailleurs, lors de la précédente inspection, des doutes persistaient quant à la bonne cimentation des tubes de piézomètre dans leur trous.

Sur site, l'exploitant nous a communiqué les plans-coupe provenant du dossier de réception de travaux justifiant de cette cimentation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'aménagement de la tête du piézomètre PZ2, situé sur la voie de circulation poids-lourd périphérique, est à reprendre dans les règles de l'art, de préférence par l'installation d'une solution technique plus pérenne que la collerette béton (sans protection) actuellement en place, et visiblement rapidement dégradée par le passage régulier des camions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis IV-b

Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Si les substances ou mélanges dangereux pertinents visés au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement sont susceptibles de se trouver sur le site et de caractériser une éventuelle pollution, une surveillance périodique appropriée des eaux souterraines est mise en œuvre selon les modalités décrites à l'article 65 du présent arrêté.

...

Art. 65 :

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

-le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : **trois ouvrages au moins sont**

implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

Constats :

Dans le cadre de la réalisation du rapport de base (réexamen IED), une étude hydrogéologique a été réalisée, conduisant à la mise en place de 3 piézomètres (1 en amont hydraulique, 2 en aval hydraulique). Ces piézomètres permettent le prélèvement d'échantillon nécessaire à la surveillance des eaux souterraines eu égard aux produits dangereux utilisés par l'exploitant, autant actuellement qu'historiquement.

Au vu des 2 campagnes de mesure réalisées en 2024 et communiquées à l'inspection, il s'avère que le sens de circulation des eaux souterraines est orienté Nord-Ouest. Les piézomètres installés avaient été positionnés sur l'hypothèse d'une orientation Ouest. Par conséquent, **l'exploitant est invité à se réinterroger sur la pertinence du renforcement de son réseau de piézomètres** afin de consolider la fiabilité de la surveillance à maintenir sur tous les paramètres identifiés dans le rapport de base.

Il est rappelé, lors de l'inspection, qu'un allègement du nombre de paramètres à analyser n'est envisageable qu'après une période de retour d'au moins 4 ans (période minimale de fiabilisation des données), après accord du service d'inspection.

La présence de trace de trichlorométhane a été mise en évidence au niveau du PZ2. Ce produit chimique n'est plus utilisé actuellement mais l'aurait été historiquement.

Une surveillance de ce paramètre est donc à maintenir.

Los de la prochaine campagne de mesure (2 par an), l'exploitant est invité à analyser ce qui aurait pu en être la cause.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à :

- maintenir la surveillance des eaux souterraines 2 fois/an (hautes et basses eaux),
- s'interroger sur le renforcement de son réseau de piézomètres pour tenir compte du sens d'écoulement de la nappe souterraine,
- analyser la source des traces de trichlorométhane au niveau du PZ2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : IED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de réexamen

Prescription contrôlée :

La société WINNCARE FRANCE, exploitant une installation de fabrication de pièces plastiques sise ZA Actipole sur la commune de Miniac-Morvan, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 515-7-1 du code de l'environnement en transmettant le réexamen IED au préfet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

<p>Constats :</p> <p>Au regard des dispositions de l'article R515-7-1, le dossier de réexamen (Objectif : bilan comparatif visant le respect des meilleurs techniques disponibles MTD) aurait dû être transmis à M. le Préfet le 12/12/2023. Dans le cas où des écarts sont mis en évidence entre les techniques en place sur le site et les MTD, les travaux de mise en conformité doivent alors être achevés avant le 12 décembre 2026.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant nous a déclaré que ce dossier était en cours de constitution. Aucune date précise n'a cependant pu nous être communiquée.</p> <p>Par conséquent, force est de constater que cette disposition de l'arrêté de mise en demeure n'a pas été respectée. A date, l'échéance réglementaire de remise du dossier de réexamen, dossier important dans la vie d'une ICPE relevant de la directive européenne IED, est dépassée de près d'un an et demi.</p> <p>Le service d'inspection propose donc à M. le Préfet de faire application des sanctions prévues par le code de l'environnement, en instaurant une amende administrative ainsi qu'une astreinte financière journalière avec sursis à exécution.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à déposer au plus vite à M. le Préfet son dossier de réexamen.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte, Amende</p>
<p>Proposition de délais : 0 jour</p>

N° 6 : Niveaux Sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2021, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dernier alinéa de l'article 6.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 37 597 du 01/08/2008 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Une mesure du niveau sonore destinée à vérifier le respect des valeurs limites est réalisée dans l'année suivant la fin des travaux des extensions objet du porter à connaissance du 13/01/2021. Elle est ensuite renouvelée tous les trois ans. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Une première campagne de mesure des niveaux sonores a été réalisée par le cabinet Manumessure en 2023. Le rapport qui en est issu date du 03/05/2023.</p> <p>Celui-ci a mis en évidence un dépassement conséquent des émergences réglementées au niveau de la zone à émergence réglementée (ZER) n°1 (Limite Est de l'établissement), en période nocturne : 12 dB(A) pour une norme à 3 dB(A). Les principales sources de bruit étaient identifiées au niveau du compacteur de déchets et de la ventilation de l'atelier principale. A noter que l'activité fonctionnait en 3x8 à cette époque. Depuis, le compacteur vieillissant a été remplacé par un nouveau compacteur en juillet 2024, et l'activité réduite sur une période en 2x8.</p>

Une 2ème campagne de mesure a ensuite été réalisée par l'APAVE. Le rapport du 12/09/2024 identifie un retour à une situation conforme, en période diurne comme en période nocturne.

La prochaine campagne de mesure est à réaliser courant 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risque Incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2021, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement et ses extensions sont dotés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- de points d'eau incendie constitués :
 - de deux poteaux incendie sur le réseau public localisés à 10 m et 95 m de l'entrée du site, capables de délivrer chacun 60 m3/h à 1 bar minimum;
 - d'une réserve d'eau publique localisée à l'entrée du site d'un volume de 180 m3;
 - d'une réserve d'eau publique localisée à environ 100 m au Nord-Est du site d'un volume de 240 m3;
 - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
 - des robinets d'incendie armés ;
 - d'un système d'extinction automatique d'incendie ;
 - d'un système de détection automatique d'incendie.

...

Concernant la réserve d'eau rue de Mettras, l'exploitant doit pouvoir justifier des mesures engagées pour améliorer l'accès au site depuis la réserve (ex. : convention d'accès pour les services de secours au site séparant la réserve de l'installation en cas d'incendie afin de diminuer la distance).

Constats :

La présence des moyens d'extinction incendie énumérés ci-dessus a pu être constatée par le service d'inspection.

Une exception toutefois : la réserve incendie située à une centaine de mètres du site, rue de Mettras, était quasiment vide le jour de l'inspection. Cette réserve incendie, visiblement partagée par les occupants de la zone industrielle, est gérée par la collectivité locale.

S'agissant d'une réserve incendie identifiée dans les moyens nécessaires à la protection de l'établissement contre l'incendie, il revient à l'exploitant de s'assurer, dans les plus brefs délais, de son bon remplissage. En l'état, en cas d'accident, l'exploitation ne dispose pas des moyens suffisants pour assurer la défense extérieure contre l'incendie et donc pour assurer la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Notons que la première défense incendie sur le site est constituée par le système de détection incendie associé à un système de sprinklage, présents dans l'intégralité des bâtiments du site, sptinklage disposant de sa propre alimentation en eau (réserve verticale limitrophe à un bâtiment).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer, dans les plus brefs délais, de l'atteinte des capacités en eau pour assurer la défense extérieure de ses installations contre l'incendie conformément aux dispositions ayant présidé à son autorisation d'exploiter. L'exploitant doit se rapprocher de la collectivité locale, chargée de la réserve collective, pour s'assurer que cette dernière soit à nouveau remplie, afin de disposer d'un volume minimal de 240 m3. Il demeure qu'au titre de la réglementation des installations classées, il est responsable et le garant de la sécurité de son site en tout temps.</p> <p>Ainsi, l'exploitant doit être en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous une semaine à compter de la réception de ce rapport de justifier du volume disponible de 240 m3 au niveau de la réserve ou bien de s'engager sur une échéance de mise en conformité, • en cas de prolongation de la période au-delà de ce délai d'une semaine, de proposer et mettre en œuvre des mesures compensatoires pour garantir la sécurité du site pendant toute la période transitoire nécessaire à la mise en conformité des capacités disponibles en eau, • une fois le retour à la conformité, l'exploitant présentera également les mesures correctives prévues et déployées pour s'assurer qu'une telle situation ne puisse se réitérer et que l'exploitation dispose en tout temps des capacités en eau nécessaires pour assurer la lutte contre l'incendie.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 8 : Risque Incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2021, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès service de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La voie périphérique décrite dans le dossier de porter à connaissance du 13/01/2021, complété le 21/04/2021, est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; • l'accès au bâtiment. <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées dans les consignes et procédures de l'installation en cas d'urgence.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier que la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p>
<p>Constats :</p> <p>La voie de circulation présente en périphérie intérieure du site était complètement dégagée le jour de l'inspection et donc complètement accessible à d'éventuels engins d'extinction incendie.</p> <p>Même si cette voie est quotidiennement empruntée par des poids lourds et présente un bon état général, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'enrobé en place résiste à la force portante calculée pour</p>

un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant présentera au service d'inspection une justification que l'enrobé en place sur la voie de circulation périphérique résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétention produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants : 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas : 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour des populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des</p>

substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Constats :

Un local, équipé d'un quai de chargement, est dédié à la réception et au stockage des produits chimiques utilisés sur site.

Ce local est conçu en forme de rétention (sol plus bas que les sols des cellules voisines) et présente un revêtement étanche du sol et des murets périphériques. Le volume de rétention ainsi disponible est largement supérieur à la quantité de produits stockés le jour de l'inspection.

Lorsque ce mêmes produits sont utilisés dans les bâtiments de production, l'inspection a pu constater leur positionnement sur des capacités de rétention mobiles.

Aucun produit dangereux n'a été observé sur les surfaces extérieures aux bâtiments.

Type de suites proposées : Sans suite